



CHAPITRE 62

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 6 juillet 1962]

CHAPTER 62

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Assented to 6th July 1962]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1956-57, c. 72, s. 2, rempl.

1. L'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, remplacé par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 54 et par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 103, est de nouveau remplacé par le suivant:

Évaluation de certains immeubles.

"2. A compter du 19 mars 1962, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la dite cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera, chaque année, à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de ladite cité, la somme de un dollar et trente-cinq cents par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

Preamble.

1. Section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, as replaced by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 54, and by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 103, is again replaced by the following:

1956-57, c. 72, s. 2, replaced.

"2. From and after the 19th of March 1962, the total valuation of the immovables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars for determining the amount of municipal taxes which the city of Montreal shall pay to the said city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay, every year, to the said city of Verdun, on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred

Valuation of certain immovables.

titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que la cité de Verdun peut autrement imposer à la dite cité de Montréal.

Durée. Cette commutation aura force et effet pour une période d'une année et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.

Évaluation pour fins scolaires. Pour les fins scolaires, l'évaluation des dits immeubles durant ladite période est fixée à un million cent vingt-cinq mille dollars."

1954-55, c. 53, a. 7, remp. **2.** L'article 7 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 53, remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 54, et par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 103, est de nouveau remplacé par le suivant:

Contrat prolongé. "7. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudouin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau, est continué pour une année à compter du 19 mars 1962."

S.R., c. 233, a. 526, remp. pour la cité. **3.** L'article 526 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 67, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Taxes sur certains commerces, etc. "526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tout commerce, manufacture, établissement financier ou commercial, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que tels droits ou taxes mentionnés dans le présent alinéa n'excèdent pas quatre cents dollars par année pour les personnes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité.

Distributeurs automatiques, etc. La cité est autorisée à réglementer les distributeurs automatiques et les jeux

dollars of valuation. Such payments shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immoveables, assessments, annual or special apportionments as well as all taxes or water rates which the said city of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Duration. Such commutation shall have force and effect for a period of one year and shall apply to taxes becoming due during such period.

Valuation for school purposes. For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand dollars."

1954-55, c. 53, s. 7, replaced. **2.** Section 7 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 53, replaced by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 54, and by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 103, is again replaced by the following:

Agreement continued. "7. The agreement made on the 16th of March 1932, before Jean Baudouin, N.P., between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supplying of water, is continued for one year as from the 19th of March 1962."

R.S., c. 233, s. 526, replaced for city. **3.** Section 526 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 67, is again replaced, for the city, by the following:

Taxes on trades, etc. "526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such dues or taxes mentioned in this paragraph do not exceed the sum of four hundred dollars per annum for persons who have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality.

The city is authorized to regulate slot-machines and mechanical games, to de-

Slot-machines, etc.

mécaniques, déterminer les endroits où ils pourront être placés et à quelles conditions ils pourront l'être, et imposer une licence.

Percep-
tion de li-
cence. Cette licence pourra être perçue du propriétaire des machines, ou du locataire ou occupant de l'établissement où se trouvent les dites machines.

"distribu-
teurs au-
tomati-
ques". Les mots "distributeurs automatiques" désignent tout appareil mécanique ou mécanisme quelconque servant exclusivement, au moyen de pièces de monnaie, de jetons ou de billets, à la vente de marchandise et d'une valeur marchande généralement reconnue ou service quelconque mais ne comprenant pas les appareils de téléphone et à gaz.

"jeux mé-
caniques". Les mots "jeux mécaniques" désignent tout appareil, table, tableau, phonographe ou mécanisme mis à la disposition du public pour fins d'amusement et fonctionnant par l'emploi de pièces de monnaie, de jetons ou de billets, ou autres moyens, ou tout appareil dont le fonctionnement dépend de quelque manière de l'adresse ou du jugement de la personne qui la fait fonctionner ; mais ce terme n'inclut pas les appareils dont l'usage ou la garde est prohibé par la loi parce qu'ils constituent des jeux de hasard ou pour toute autre raison.

Prix diffé-
rents. Le prix de la licence exigée pour les distributeurs automatiques pourra être différent de celui exigé pour les jeux mécaniques.

Taux pro-
gressifs. Cette licence pourra aussi être perçue d'après une échelle à taux progressifs basés sur le prix, mais le prix de la licence ne pourra excéder cinquante dollars quelque soit le nombre de mécanismes contenu dans un distributeur automatique ou un jeu mécanique.

Prix maxi-
mum. Cependant, le prix de la licence ne pourra dans aucun cas excéder cinq dollars et vingt-cinq centins pour chaque distributeur automatique servant exclusivement à la vente d'une marchandise dont le prix est de dix centins ou moins.

Plusieurs
mécanis-
mes. Si un distributeur automatique contient plusieurs mécanismes utilisés pour la vente de marchandises différentes à des prix différents, la licence exigible sera basée sur le prix de la marchandise vendue au prix le plus élevé.

Prix maxi-
mum. Si un jeu mécanique contient plusieurs mécanismes, la licence exigible qui n'ex-

termine where they may be placed and upon what conditions, and to impose a license.

Such license may be collected from the owner of the machines, or from the tenant or occupant of the establishment where the said machines are located. Collection
of license.

The word "slot-machine" means any mechanical device or mechanism used exclusively, by means of coins, counters or tickets, in the sale of any merchandise having a generally recognized merchantable value or service but does not include telephone or gas appliances. "Slot-ma-
chine".

The words "mechanical games" mean any device, table, panel, phonograph or mechanism placed at the disposal of the public for purposes of amusement and operated by means of coins, counters, or tickets or otherwise, or any device the operation whereof is dependent in some way upon the skill or judgment of the person operating it; but such expression does not include devices whereof the use or keeping is prohibited by law because they are games of chance or for any other reason. "mecha-
nical
games".

The cost of the license required for slot-machines may be different from that required for mechanical games. Different
costs.

Such license may also be collected according to a scale of graduated rates based on the price, but the price of the license shall not exceed fifty dollars whatever the number of mechanisms contained in one slot-machine or mechanical game. Gradua-
ted rates.

However, the price of the license shall in no case exceed five dollars and twenty-five cents for each slot-machine used solely for the sale of merchandise of which the price is ten cents or less. Maximum
price.

Should a slot-machine contain several mechanisms used for the sale of different merchandise at different prices, the license exigible shall be based on the highest price of the merchandise sold. Several
mecha-
nisms.

If a mechanical game contains several mechanisms, the license exigible, which Maximum
price.

cèdera pas cinquante dollars pourra être fixée d'après une échelle à taux progressifs, suivant le nombre de mécanismes.

Machines
à vente.

La cité est aussi autorisée à imposer une licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour toute machine fonctionnant par l'emploi de pièces de monnaie, de jetons ou de billets ou autres moyens et utilisée dans un but de gain et de profit pour la vente de services.

Taxe d'affaires.

La cité est en outre autorisée à prélever sur toutes catégories ou classes de commerces, d'industries, de manufactures, d'établissements financiers, d'occupations, d'arts, de professions, de métiers, ou moyens de profits et d'existence exercé ou exploités par une ou des personnes, sociétés, compagnies ou corporations dans les limites de la municipalité ou, à la discrétion du conseil sur certains ou certaines des dites catégories ou classes qui ont leur siège social ou leur principal établissement depuis au moins douze mois dans la municipalité, une taxe appelée "taxe d'affaires" n'excédant pas onze pour cent de la valeur annuelle, telle que portée au rôle d'évaluation de la dite cité, des lieux dans lesquels s'exercent les dits commerces, industries, manufactures, établissements financiers, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profits ou d'existence mentionnés ci-dessus.

Non résidents.

Pour les personnes, sociétés, compagnies ou corporations qui n'ont pas dans la dite cité leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois, les taxes imposées aux premier et douzième alinéas du présent article pourront être de cinquante pour cent plus élevées que celles que les dits alinéas imposent aux personnes qui y ont leur siège social ou leur principal établissement depuis douze mois. Les sociétés de secours mutuels et associations charitables ne sont pas assujetties à cette taxe."

1907, c.
73, a. 22,
ab.

4. L'article 22 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, est abrogé.

1955-56,
c. 70, a. 2,
ab.

5. L'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 70, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

shall not exceed fifty dollars, may be fixed according to a scale of graduated rates, according to the number of mechanisms.

The city is also authorized to impose a license not exceeding twenty-five dollars for any machine operated by means of coins, counters or tickets or otherwise and used for gain and profit purposes for the sale of services.

Vending
machines.

The city is, in addition, authorized to levy on all categories or classes of trade, industry, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood carried on or followed by one or more persons, firms, companies or corporations in the municipality, or, at the council's discretion, on one or more of the said categories or classes who or which have had their corporate seat or their principal establishment since at least twelve months in the municipality, a tax called "business tax" not exceeding eleven per cent of the annual value, as entered on the valuation roll of the said city, of the premises in which such trades, industries, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or a livelihood, mentioned above, are exercised or carried on.

Business
tax.

For the persons, firms, companies or corporations who or which have not had in the said city their corporate seat or their principal establishment for twelve months, the taxes imposed in the first and twelfth paragraphs of this section may be fifty per cent higher than those which the said paragraphs impose on persons who have had their corporate seat or principal establishment there for twelve months. Mutual benefit associations and charitable institutions shall not be subject to such tax."

Outsiders

4. Section 22 of the act 7 Edward VII, chapter 73, is repealed.

1907, c.
73, s. 22,
repealed.

5. Section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 70, is repealed.

1955-56, c.
70, s. 2, re-
pealed.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.